



**GROUPEMENT  
HOSPITALIER  
DE TERRITOIRE**  
LOIRE ATLANTIQUE

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES***

***N° AOO - 25018***

***FOURNITURES COURANTES ET SERVICES***

**FOURNITURE DE CONSOMMABLES A USAGE UNIQUE POUR LE CONDITIONNEMENT DES REPAS**

***POUVOIR ADJUDICATEUR :***

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES  
(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT44)  
IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE  
44093 – NANTES CEDEX

*Marché public passé selon un appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique*

## SOMMAIRE

<i>PREAMBULE GHT</i> .....	3
<i>1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT</i> .....	4
<i>2 - PIECES CONTRACTUELLES</i> .....	5
<i>3 - DUREE</i> .....	6
<i>4 - PRIX</i> .....	6
<i>5 - GARANTIES FINANCIERES</i> .....	7
<i>6 - AVANCE</i> .....	8
<i>7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</i> .....	8
<i>8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</i> .....	9
<i>9 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</i> .....	10
<i>10 - GARANTIE DES PRESTATIONS</i> .....	10
<i>11 - PENALITES</i> .....	10
<i>12 - ASSURANCES</i> .....	11
<i>13 - RESILIATION DU CONTRAT</i> .....	11
<i>14 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES</i> .....	12
<i>15- CLAUSE DE REEXAMEN</i> .....	13
<i>16- MODIFICATION UNILATERALE DU CONTRAT</i> .....	13
<i>17- MODIFICATION UNILATERALE DU CONTRAT</i> .....	13
<i>18 – DEROGATIONS</i> .....	14

## Préambule GHT

### LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1<sup>er</sup> juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

**Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants** : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

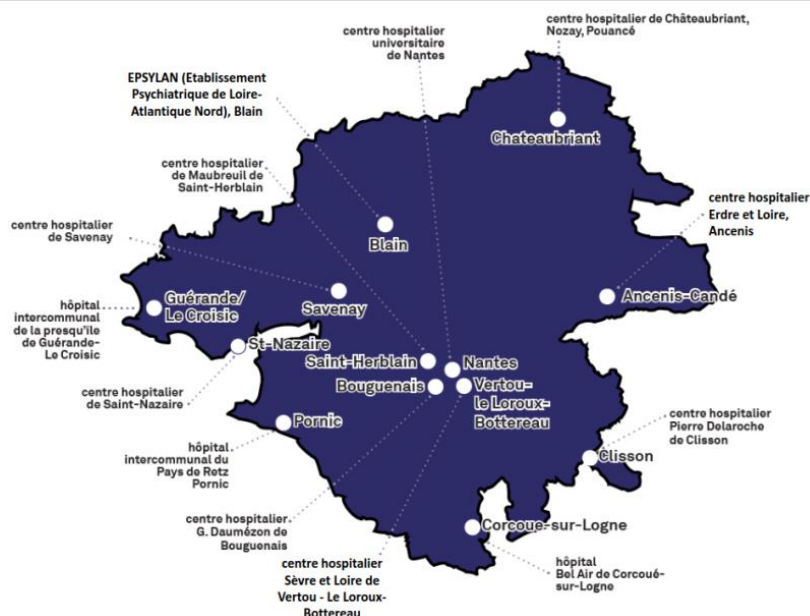
### Répartition des compétences :

**En phase de passation du marché public**, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

### En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - OBJET DU CONTRAT

LES STIPULATIONS DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) CONCERNENT LA **FOURNITURE DE CONSOMMABLES A USAGE UNIQUE POUR LE CONDITIONNEMENT DES REPAS, POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE 44 – 8 LOTS.**

LE CONTRAT CONCERNE LES BESOINS DES ETABLISSEMENTS SUIVANTS, DU GHT44 :

- CHS BLAIN
- CH CHATEAUBRIANT NOZAY POUANCE
- CHU NANTES
- HOPITAL INTERCOMMUNAL DU PAYS DE RETZ (PORNIC)
- HOPITAL INTERCOMMUNAL DE LA PRESQU'ILE (GUERANDE LE CROISIC)
- HOPITAL INTERCOMMUNAL SEVRE ET LOIRE (VERTOU)
- CH SAINT-NAZAIRE

LIEU(X) D'EXECUTION :

**VOIR ANNEXE 1 AU CCAP - RECUEIL DES INFORMATIONS DES ETABLISSEMENTS**

### 1.2 - DECOMPOSITION DU CONTRAT

LES PRESTATIONS SONT REPARTIES EN 8 LOT(S), ATTRIBUES SEPAREMENT ET SELON LE DETAIL SUIVANT :

LOT(S)	DESIGNATION
01	ASSIETTE OCTOGONALE PP MONOPORTION H35/H45
02	BARQUETTE MONOPORTION DIVERSES
03	FILM RIGIDE PVC / PE ET FILM OPERCULAGE SOUDABLE
04	ETIQUETTE ADHESIVE BLANCHE
05	ETIQUETTE ADHESIVE POUR ETIQUETAGE MANUEL
06	ETIQUETTE HYDROSOLUBLE
07	FILM TRANSFERT THERMIQUE ENCRE IN
08	FILM TRANSFERT THERMIQUE ENCRE OUT

### 1.3 - TYPE D'ACCORD-CADRE

LE CONTRAT EST PASSE SOUS FORME D'UN ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE, AVEC SEULEMENT UN MAXIMUM EN VALEUR OU EN QUANTITE, MAIS SANS MINIMUM, EN APPLICATION DU 2° DE L'ARTICLE R2162-4 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

CELUI-CI S'EXECUTERA AU FUR ET A MESURE DE L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE EMIS PAR LES ETABLISSEMENTS, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R.2162-2 ALINEA 2 ET DES ARTICLES R.2162-13 ET R.2162-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

LE CONTRAT EST CONCLU AVEC UN SEUL OPERATEUR ECONOMIQUE.

LES QUANTITES ESTIMATIVES ET MAXIMUM SONT INDIQUEES A L'ANNEXE 2 AU CCAP « CATALOGUE DES BESOINS ». LES MAXIMUMS CONTRACTUELS S'ENTENDENT AU GLOBAL PAR LOT. LA SOMME DES REFERENCES DITES « SOUS-LOTS » DANS L'ANNEXE 2 AU CCAP « CATALOGUE DES BESOINS » REPRESENT LE MAXIMUM POUR LE LOT VISE. AUTREMENT DIT, LE MAXIMUM DE CHAQUE REFERENCE OU SOUS-LOT PEUT ETRE DEPASSE DANS LA MESURE OU LE MONTANT MAXIMUM ALLOUE AU LOT N'EST PAS DEPASSE.

#### 1.4 - PASSATION DES COMMANDES

LES BONS DE COMMANDE SERONT NOTIFIES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE CHAQUE ETABLISSEMENT.

SEULS LES BONS DE COMMANDE SIGNES PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU PAR UNE PERSONNE HABILITEE DE CHAQUE ETABLISSEMENT POURRONT ETRE HONORES PAR LE OU LES TITULAIRES.

LES MENTIONS MINIMUMS DEVANT FIGURER SUR CHAQUE BON DE COMMANDE SONT LES SUIVANTES :

- LE NOM OU LA RAISON SOCIALE DU TITULAIRE.
- LE NUMERO DU MARCHE ;
- LA DATE ET LE NUMERO DU BON DE COMMANDE ;
- LA DESIGNATION DE LA FOURNITURE A LIVRER ;
- LE MONTANT DU BON DE COMMANDE
- LA DATE ET LE LIEU DE LIVRAISON

LA DUREE MAXIMALE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE SERA DE 7 JOURS CALENDAIRES A COMPTER DE LA DATE D'ENVOI DU BON DE COMMANDE.

LES BONS DE COMMANDE POUVANT ETRE EMIS JUSQU'A L'EXPIRATION DE LA DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE, LEUR EXECUTION POURRA DONC SE PROLONGER AU-DELA DE LA DATE D'EXPIRATION DU MARCHE.

## 2 - Pièces contractuelles

LES PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE SONT LES SUIVANTES ET, EN CAS DE CONTRADICTION ENTRE LEURS STIPULATIONS, PREVALENT DANS CET ORDRE DE PRIORITE :

- L'ACTE D'ENGAGEMENT (AE) ET SON ANNEXE FINANCIERE :
  - ANNEXE 1 – BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
- LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) N°25018 ET SES ANNEXES :
  - ANNEXE 2 CATALOGUE DES BESOINS ET DES QUANTITES
  - ANNEXE 3 FICHES LOGISTIQUES ET ADMINISTRATIVES
- LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) N°25018
- LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG) APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES (ARRETE DU 30 MARS 2021 PUBLIE AU JORF N°0078 DU 1 AVRIL 2021)
- L'OFFRE TECHNIQUE DU TITULAIRE
- LA FICHE RENSEIGNEMENTS FOURNISSEUR,

L'ORIGINAL DE CHACUN DE CES DOCUMENTS, CONSERVE DANS LES ARCHIVES DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES, ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT, FAIT SEULE FOI.

PAR DEROGATION A L'ARTICLE 4.2.1 DU CCAG FCS, LA NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE NE COMPORTE PAS SYSTEMATIQUEMENT LES AUTRES PIECES CONSTITUTIVES DE CE DERNIER.

TOUTE CLAUSE PORTEE PAR LE(S) TITULAIRE(S) SUR LES DOCUMENTS ANNEXES A L'ACTE D'ENGAGEMENT NOTAMMENT LES CONDITIONS GENERALES DE VENTE QUI SERAIT CONTRADICTOIRE AUX DISPOSITIONS DES AUTRES DOCUMENTS CONTRACTUELS EST INOPPOSABLE AU POUVOIR ADJUDICATEUR.

### 3 - Durée

POUR CHAQUE LOT, LE MARCHE EST CONCLU POUR UNE PERIODE INITIALE ALLANT DU 02/06/2025, OU DE SA DATE DE NOTIFICATION SI POSTERIEURE, JUSQU'AU 01/06/2026.

CE MARCHE POURRA ETRE RECONDUIT 1 FOIS DE MANIERE TACITE POUR UNE DUREE DE 12 MOIS A COMPTER DE SA DATE D'ANNIVERSAIRE. EN CAS DE NON RECONDUCTION, LE POUVOIR ADJUDICATEUR INFORMERA LE TITULAIRE PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC ACCUSE DE RECEPTION AU PLUS TARD **3 MOIS** AVANT LA FIN DE LA DUREE DE VALIDITE DU MARCHE.

CE MARCHE POURRA EVENTUELLEMENT ETRE RECONDUIT 4 FOIS 6 MOIS DE MANIERE TACITE A COMPTER DE LA DATE D'ANNIVERSAIRE. EN CAS DE RECONDUCTION, LE POUVOIR ADJUDICATEUR INFORMERA LE TITULAIRE PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC ACCUSE DE RECEPTION AU PLUS TARD **2 MOIS** AVANT LA FIN DE LA DUREE DE VALIDITE DU MARCHE.

LA DUREE MAXIMALE TOTALE DU MARCHE N'EXCEDERA PAS 48 MOIS (PERIODE(S) DE RECONDUCTION EVENTUELLE COMPRISE(S)). LE TITULAIRE NE POURRA PAS REFUSER LA RECONDUCTION CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R.2112-4 ALINEA 2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, NI PRETENDRE A UNE QUELCONQUE INDEMNITE.

### 4 - Prix

#### 4.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

LES PRESTATIONS SONT REGLEES PAR DES PRIX UNITAIRES SELON LES STIPULATIONS DE L'ACTE D'ENGAGEMENT.

ILS SONT APPLIQUES AUX QUANTITES REELLEMENT LIVREES.

LES PRIX DE REGLEMENT SERONT CEUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA COMMANDE.

ILS DOIVENT COMPRENDRE TOUTES LES FRAIS AFFECTES AU CONDITIONNEMENT, AU STOCKAGE, A L'EMBALLAGE ET AU TRANSPORT JUSQU'AU LIEU DE LIVRAISON DES ETABLISSEMENTS.

LE PRIX DE REGLEMENT DU MARCHE S'ENTEND TTC, AU TAUX DE TVA EN VIGUEUR A LA DATE DE NOTIFICATION DU MARCHE.

#### ➤ PRODUITS NON LISTES A L'ANNEXE FINANCIERE - ACHATS SUR CATALOGUE

LES PRODUITS NE FIGURANT PAS A L'ANNEXE FINANCIERE DOIVENT FAIRE L'OBJET D'UNE « REMISE SUR CATALOGUE ». LE TITULAIRE PROPOSE A CET EFFET UN POURCENTAGE DE REMISE SUR LE LOT POUR LEQUEL IL SOUMISSIONNE (REMISE A RENSEIGNER SUR L'ANNEXE 1 : BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES).

CE POURCENTAGE DE REMISE S'APPLIQUE UNIQUEMENT SUR L'ENSEMBLE DES PRODUITS RENTRANT DANS LA GAMME DE PRODUITS DESIGNEE DU LOT ET FIGURANT DANS SON CATALOGUE ET TARIF GENERAL APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE SA CLIENTELE.

DE MANIERE EXCEPTIONNELLE, LES FOURNITURES FAISANT L'OBJET DU PRESENT MARCHE PUBLIC POURRONT ETRE CHOISIES SUR LE CATALOGUE DU FOURNISSEUR. IL EST PRECISE QUE CES PRODUITS SERONT STRICTEMENT CONFORMES A

L'OBJET DU MARCHE PUBLIC ET QUE LES COMMANDES CORRESPONDANTES NE POURRONT DEPASSER 10% DES QUANTITES MAXIMALES DU LOT CONCERNE.

➤ PRODUITS LISTES A L'ANNEXE FINANCIERE – NON QUANTIFIES PAR UN ETABLISSEMENT

DANS LA MESURE OU UN PRODUIT EST REFERENCE A L'ANNEXE FINANCIERE, UN ADHERENT, MEME SI CELUI-CI NE S'EST PAS POSITIONNE SUR LE PRODUIT AU MOMENT DU LANCEMENT DE LA CONSULTATION, POURRA A TITRE EXCEPTIONNEL ET POUR DES BESOINS DE FAIBLES VOLUMES, COMMANDER LE PRODUIT EN QUESTION AUX CONDITIONS DU MARCHE.

➤ APPLICATION D'UNE OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

LES PRIX DES PRODUITS FIGURANT AU MARCHE PUBLIC PEUVENT EVOLUER A LA BAISSSE DANS LE CADRE D'OFFRES DE PRIX PROMOTIONNELS MISES EN PLACE PAR LE TITULAIRE. LE TITULAIRE ADRESSE LE TARIF PROMOTIONNEL, PAR TOUT MOYEN PERMETTANT DE DONNER DATE CERTAINE AUX ETABLISSEMENTS.

IL DONNE TOUTES PRECISIONS UTILES ET NOTAMMENT LA DUREE DE VALIDITE DE LA PROMOTION ET LA DESIGNATION PRECISE DES PRODUITS CONCERNES. CES TARIFS PROMOTIONNELS SE SUBSTITUENT ALORS AUTOMATIQUEMENT AUX PRIX INITIALEMENT PREVUS A L'ANNEXE FINANCIERE. SELON LES ETABLISSEMENTS, ET EN RAISON DES DIFFICULTES DE CHANGEMENTS DE PRIX DANS LES LOGICIELS DE GESTION EN COURS DE CONTRAT, IL POURRA ETRE DEMANDE UN AVOIR CORRESPONDANT A LA DIFFERENCE ENTRE LE PRIX DU MARCHE ET LE PRIX PROMOTIONNEL.

## 4.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX

LES PRIX DE REFERENCE DU MARCHE SONT LES PRIX UNITAIRES INDIQUE A L'ANNEXE FINANCIERE.

ILS SERONT FERMES PENDANT LA PERIODE INITIALE DU MARCHE, SOIT DU 02/06/2025, OU DE SA DATE DE NOTIFICATION, AU 01/06/2026.

APRES CETTE DATE, ILS POURRONT SUBIR UNE EVOLUTION ANNUELLE A LA HAUSSE OU A LA BAISSSE.

EN CAS D'AJUSTEMENT, LA DEMANDE DEVRA PARVENIR AU GHT44 DEUX MOIS AVANT LA DATE PREVUE POUR L'APPLICATION ; SOIT AVANT LE 01/04/2026, POUR EFFET DU 01/06/2026 AU 31/05/2027, PUIS AVANT LE 01/04/2027, POUR EFFET AU 01/06/2027 AU 31/05/2028, PUIS AVANT LE 01/04/2028 POUR EFFET AU 01/06/2028 AU 31/05/2029.

LES REVALORISATIONS PRENDRONT EN COMPTE LES FORMULES CI-DESSOUS

Fréquence annuelle			
Formule : $P_n = P_o \cdot 0,15 + 0,75 \cdot (MP1/MP0) + 0,01 \cdot (CNR1/CNR0)$			
	Pn = Prix révisé		
	Po = Prix HT notifié		
	MP = Matière 1ère		
	CNR = Transport		
	LOTS BARQUETTES ET FILMS (lot 1, lot 2, lot 3, lot 7, lot 8)		
	FIXE	MP	LOG/Transport
Part en %	15%	75%	10%
Indice		INDICE CPF 22.22 indice de production de l'industrie française pour le marché français : Emballages en matières plastiques	CNR Transport LD
		<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764161">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764161</a>	<a href="https://www.cnr.fr/espaces/2/indicateurs/5?noContext=1">https://www.cnr.fr/espaces/2/indicateurs/5?noContext=1</a>
	LOTS ETIQUETTES (lot 4, lot 5, lot 6)		
	FIXE	MP	LOG
Part en %	15%	75%	10%
Indice		Insee CPF 17.29 - autres articles en papiers ou carton 010764129	CNR Transport LD
		<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764129">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764129</a>	<a href="https://www.cnr.fr/espaces/2/indicateurs/5?noContext=1">https://www.cnr.fr/espaces/2/indicateurs/5?noContext=1</a>

AUCUNE CLAUSE DE GARANTIE FINANCIERE NE SERA APPLIQUEE.

## 6 - Avance

LE PRESENT MARCHE PRENANT LA FORME D'UN ACCORD CADRES A BONS DE COMMANDES SANS MINIMUM ET LES CONDITIONS REQUISES PAR LES ARTICLES R.2191-3 ET R.2191-16 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE N'ETANT PAS SUSCEPTIBLES D'ETRE REUNIES LORS DE L'EMISSION DES BONS DE COMMANDES, IL NE SERA VERSE AUCUNE AVANCE AU TITULAIRE

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

LES MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES SONT DEFINIES DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 11 DU CCAG-FCS.

### 7.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

#### ➤ PRESENTATION DES FACTURES

OUTRE LES MENTIONS LEGALES, LES FACTURES ETABLIES PAR LE TITULAIRE ET LE(S) SOUS-TRAITANT(S) ADMIS AU PAIEMENT DIRECT, COMPORTENT OBLIGATOIREMENT LES MENTIONS SUIVANTES :

- LA DATE D'EMISSION DE LA FACTURE ;
- LA DESIGNATION DU TITULAIRE (NOM OU RAISON SOCIALE, ADRESSE COMPLETE, NUMERO DE SIRET)
- LA DESIGNATION DU DESTINATAIRE DE LA FACTURE (NOM ET NUMERO SIRET) AVEC L'INDICATION DU CODE D'IDENTIFICATION DU SERVICE EN CHARGE DU PAIEMENT
- LE NUMERO DE LA FACTURE : NUMERO UNIQUE BASE SUR UNE SEQUENCE CHRONOLOGIQUE ET CONTINUE ETABLIE PAR L'EMETTEUR DE LA FACTURE, LA NUMEROTATION POUVANT ETRE ETABLIE DANS CES CONDITIONS SUR UNE OU PLUSIEURS SERIES
- LE NUMERO DU MARCHE
- EN CAS DE MARCHE EXECUTE AU MOYEN DE BONS DE COMMANDE, LE NUMERO DU BON DE COMMANDE OU, DANS LES AUTRES CAS, LE NUMERO DE L'ENGAGEMENT GENERE PAR LE SYSTEME D'INFORMATION FINANCIERE ET COMPTABLE DE L'ENTITE PUBLIQUE ;
- LA DATE DE LIVRAISON DES FOURNITURES OU D'EXECUTION DES SERVICES OU DES TRAVAUX ;
- LA QUANTITE ET LA DENOMINATION PRECISE DES PRODUITS LIVRES, DES PRESTATIONS ET TRAVAUX REALISES ;
- LE PRIX UNITAIRE HORS TAXES DES PRODUITS LIVRES, DES PRESTATIONS ET TRAVAUX REALISES OU, LORSQU'IL Y A LIEU, LEUR PRIX FORFAITAIRE ;
- LE MONTANT TOTAL DE LA FACTURE ET LE MONTANT TOTAL HORS TAXES ET LE MONTANT DE LA TAXE A PAYER, AINSI QUE LA REPARTITION DE CES MONTANTS PAR TAUX DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE, OU, LE CAS ECHEANT, LE BENEFICE D'UNE EXONERATION ;
- LE CAS ECHEANT, LES MODALITES PARTICULIERES DE REGLEMENT ;
- LE CAS ECHEANT, LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DEDUCTIONS OU VERSEMENTS COMPLEMENTAIRES



## ➤ TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT :

CONFORMEMENT A L'ARTICLE L2192-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, LE TITULAIRE A L'OBLIGATION DE TRANSMETTRE SES FACTURES SOUS FORME ELECTRONIQUE LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU AVEC DES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC.

LA TRANSMISSION DES FACTURES, DANS LE CADRE DU PRESENT MARCHE, S'EFFECTUE OBLIGATOIREMENT, SUR LE PORTAIL DE L'ETAT CHORUS PRO. ([HTTPS://CHORUS-PRO.GOUV.FR](https://chorus-pro.gouv.fr))

L'UTILISATION DU PORTAIL PUBLIC DE FACTURATION EST EXCLUSIVE DE TOUT AUTRE MODE DE TRANSMISSION.

POUR OBTENIR DES INFORMATIONS SUR CHORUS PRO, VEUILLEZ SUIVRE LE LIEN [HTTPS://COMMUNAUTE.CHORUS-PRO.GOUV.FR/](https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/)

LES PARAMETRAGES SONT SPECIFIQUES A CHAQUE ETABLISSEMENT PARTIE

### 7.3 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

LE DELAI DE PAIEMENT EST DE 50 JOURS MAXIMUM.

LE POINT DE DEPART DUDIT DELAI EST LA DATE DE RECEPTION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT OU DE LA DATE D'ADMISSION DES PRESTATIONS, SI CETTE DATE EST POSTERIEURE A LA DATE DE RECEPTION DE LA DEMANDE DE PAIEMENTS. CETTE DATE EST CONSTATEE PAR L'ORDONNATEUR.

### 7.4 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

LE SOUS-TRAITANT ADRESSE SA DEMANDE DE PAIEMENT LIBELLEE AU NOM DU POUVOIR ADJUDICATEUR AU TITULAIRE DU MARCHE, SOUS PLI RECOMMANDE AVEC ACCUSE DE RECEPTION, OU LA DEPOSE AUPRES DU TITULAIRE CONTRE RECEPISSE. LE TITULAIRE A 15 JOURS POUR FAIRE SAVOIR S'IL ACCEPTE OU REFUSE LE PAIEMENT AU SOUS-TRAITANT. CETTE DECISION EST NOTIFIEE AU SOUS-TRAITANT ET AU POUVOIR ADJUDICATEUR. LE SOUS-TRAITANT ADRESSE EGALEMENT SA DEMANDE DE PAIEMENT AU POUVOIR ADJUDICATEUR ACCOMPAGNEE DES FACTURES ET DE L'ACCUSE DE RECEPTION OU DU RECEPISSE ATTESTANT QUE LE TITULAIRE A BIEN REÇU LA DEMANDE, OU DE L'AVIS POSTAL ATTESTANT QUE LE PLI A ETE REFUSE OU N'A PAS ETE RECLAME. LE POUVOIR ADJUDICATEUR ADRESSE SANS DELAI AU TITULAIRE UNE COPIE DES FACTURES PRODUITES PAR LE SOUS-TRAITANT.

LE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT S'EFFECTUE DANS LE RESPECT DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT. CE DELAI COURT A COMPTER DE LA RECEPTION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE L'ACCORD, TOTAL OU PARTIEL, DU TITULAIRE SUR LE PAIEMENT DEMANDE, OU DE L'EXPIRATION DU DELAI DE 15 JOURS MENTIONNE PLUS HAUT SI, PENDANT CE DELAI, LE TITULAIRE N'A NOTIFIE AUCUN ACCORD NI AUCUN REFUS, OU ENCORE DE LA RECEPTION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE L'AVIS POSTAL MENTIONNE CI-DESSUS. LE POUVOIR ADJUDICATEUR INFORME LE TITULAIRE DES PAIEMENTS QU'IL EFFECTUE AU SOUS-TRAITANT.

EN CAS DE COTRAITANCE, SI LE TITULAIRE QUI A CONCLU LE CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE N'EST PAS LE MANDATAIRE DU GROUPEMENT, CE DERNIER DOIT EGALEMENT SIGNER LA DEMANDE DE PAIEMENT.

## 8 - Conditions d'exécution des prestations

LES PRESTATIONS DEVRONT ETRE CONFORMES AUX STIPULATIONS DU CONTRAT (LES NORMES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES ETANT CELLES EN VIGUEUR A LA DATE DU CONTRAT).

ADRESSE DE LIVRAISON :

VOIR ANNEXE 3 AU CCTP – FICHE LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIVE

### STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT :

LE STOCKAGE, L'EMBALLAGE ET LE TRANSPORT DES FOURNITURES SONT EFFECTUES DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 20 DU CCAG-FCS. LES EMBALLAGES RELEVANT DE LA RESPONSABILITE DU TITULAIRE ET RESTENT SA PROPRIETE. LE TRANSPORT S'EFFECTUE SOUS SA RESPONSABILITE JUSQU'AU LIEU DE LIVRAISON.

### CONDITIONS DE LIVRAISON :

LA LIVRAISON DES FOURNITURES S'EFFECTUERA DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 21 DU CCAG-FCS ET DE L'ANNEXE 1 AU CCAP - RECUEIL DES INFORMATIONS DES ETABLISSEMENTS.

## **9 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1 - VERIFICATIONS**

LES VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES SIMPLES SERONT EFFECTUEES AU MOMENT MEME DE LA LIVRAISON DE LA FOURNITURE OU DE L'EXECUTION DE SERVICE (EXAMEN SOMMAIRE) CONFORMEMENT AUX ARTICLES 27 ET 28.1 DU CCAG-FCS.

LES VERIFICATIONS SERONT EFFECTUEES PAR LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR DE CHAQUE ADHERENT.

### **9.2 - DECISION APRES VERIFICATION**

A L'ISSUE DES OPERATIONS DE VERIFICATION, LE POUVOIR ADJUDICATEUR PRENDRA SA DECISION DANS LES CONDITIONS PREVUES AUX ARTICLES 29 ET 30 DU CCAG-FCS.

## **10 - Garantie des prestations**

AUCUNE GARANTIE N'EST PREVUE.

## **11 - Pénalités**

### **11.1 - PENALITES DE RETARD**

EN CAS DE RETARD DE LIVRAISON MANIFESTE DU SEUL FAIT DU TITULAIRE, CELUI-CI PEUT ENCOURIR, PAR JOUR DE RETARD ET SANS MISE EN DEMEURE PREALABLE, DES PENALITES DE RETARD.

PAR DEROGATION A L'ARTICLE 14.1.1 DU CCAG-FCS, LA PENALITE EST CALCULEE DE LA MANIERE SUIVANTE :

$P = V \times R$  OU :

500

P = LE MONTANT DE LA PENALITE

V = LA VALEUR HT DE L'ENSEMBLE DES FOURNITURES FIGURANT SUR LE BON DE COMMANDE DANS LEQUEL FIGURAIT LE PRODUIT LIVRE EN RETARD

R = LE NOMBRE DE JOUR DE RETARD, Y COMPRIS LES SAMEDIS ET DIMANCHES, A COMPTER DE LA DATE INDIQUEE SUR LE BON DE COMMANDE

PAR AILLEURS UN FORFAIT DE 50 EUROS SERA APPLIQUE DES LE PREMIER JOUR DE RETARD DE LIVRAISON POUR COUVRIR LES FRAIS ADMINISTRATIFS ENGENDRES PAR LE RETARD DE LIVRAISON.

PAR DEROGATION A L'ARTICLE 14.1.3 DU CCAG-FCS, IL N'EST PREVU AUCUNE EXONERATION A L'APPLICATION DES PENALITES DE RETARD.

### 11.2 - PENALITE POUR NON REMISE DU REPORTING

DANS LE CAS OU LE REPORTING NE SERAIT PAS FOURNI PAR LE TITULAIRE (VOIR LE DETAIL DANS L'ARTICLE 17) UNE PENALITE FORFAITAIRE DE 50€ SERA EMISE.

### 11.3 - PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

INDEPENDAMMENT LA RESILIATION, IL SERA FAIT APPLICATION DE LA PENALITE SUIVANTE :

SI LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE NE S'ACQUITTE PAS DES FORMALITES PREVUES PAR LE CODE DU TRAVAIL EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE PAR DISSIMULATION D'ACTIVITE OU D'EMPLOI SALARIE, LE POUVOIR ADJUDICATEUR APPLIQUE UNE PENALITE CORRESPONDANT A 10.0 % DU MONTANT TTC DE L'ACCORD-CADRE.

LE MONTANT DE CETTE PENALITE NE POURRA TOUTEFOIS PAS EXCEDER LE MONTANT DES AMENDES PREVUES A TITRE DE SANCTION PENALE PAR LE CODE DU TRAVAIL EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE.

## 12 - Assurances

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 9 DU CCAG-FCS, TOUT TITULAIRE (MANDATAIRE ET COTRAITANTS INCLUS) DOIT JUSTIFIER, DANS UN DELAI DE 15 JOURS A COMPTER DE LA NOTIFICATION DU CONTRAT ET AVANT TOUT COMMENCEMENT D'EXECUTION, QU'IL EST TITULAIRE DES CONTRATS D'ASSURANCES, AU MOYEN D'UNE ATTESTATION ETABLISSANT L'ETENDUE DE LA RESPONSABILITE GARANTIE.

## 13 - Résiliation du contrat

### 13.1 - CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

LES CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE SONT DEFINIES AUX ARTICLES 28 A 45 DU CCAG-FCS.

LE CONTRAT POURRA ETRE RESILIE AUX TORTS DU TITULAIRE :

- EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS MENTIONNES A L'ARTICLE R2396-3 DU CODE LA COMMANDE PUBLIQUE, OU DE REFUS DE PRODUIRE LES PIECES PREVUES AUX ARTICLES D. 8222-5 OU D. 8222-7 A 8 DU CODE DU TRAVAIL
- EN CAS DE TRAVAIL DISSIMULE
- EN CAS DE RETARDS REPETES DE LIVRAISON OU DE NON-CONFORMITE GRAVE EN QUANTITE ET/OU EN QUALITE DES FOURNITURES, AYANT DES CONSEQUENCES IMPORTANTES SUR LA SECURITE DES PRODUITS, LA CONTINUITE DE SERVICE OU LA QUALITE DU SERVICE D'UN ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE.

LE POUVOIR ADJUDICATEUR SE RESERVE LA POSSIBILITE DE FAIRE EXECUTER PAR UN TIERS LES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.

*LE CONTRAT POURRA EGALEMENT ETRE RESILIE, SANS QUE LE FOURNISSEUR NE PUISSE PRETENDRE A INDEMNISATION, DANS LE CAS D'UNE EVOLUTION DE FORMULES DES PRODUITS CHEZ UN AUTRE PRESTATAIRE, SI LE TITULAIRE N'EST PAS EN MESURE DE PROPOSER LUI-MEME UN NOUVEAU PRODUIT ADAPTE AUX BESOINS DE L'ETABLISSEMENT.*

*EN CAS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR, LE TITULAIRE NE PERCEVRA AUCUNE INDEMNISATION.*

### **13.2 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

*LE JUGEMENT INSTITUANT LE REDRESSEMENT OU LA LIQUIDATION JUDICIAIRE EST NOTIFIE IMMEDIATEMENT AU POUVOIR ADJUDICATEUR PAR LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE. IL EN VA DE MEME DE TOUT JUGEMENT OU DECISION SUSCEPTIBLE D'AVOIR UN EFFET SUR L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.*

*LE POUVOIR ADJUDICATEUR ADRESSE A L'ADMINISTRATEUR OU AU LIQUIDATEUR UNE MISE EN DEMEURE LUI DEMANDANT S'IL ENTEND EXIGER L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE. EN CAS DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE, CETTE MISE EN DEMEURE EST ADRESSEE AU TITULAIRE DANS LE CAS D'UNE PROCEDURE SIMPLIFIEE SANS ADMINISTRATEUR SI, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L627-2 DU CODE DE COMMERCE, LE JUGE COMMISSAIRE A EXPRESSEMENT AUTORISE CELUI-CI A EXERCER LA FACULTE OUVERTE A L'ARTICLE L622-13 DU CODE DE COMMERCE.*

*EN CAS DE REPONSE NEGATIVE OU DE L'ABSENCE DE REPONSE DANS LE DELAI D'UN MOIS A COMPTER DE L'ENVOI DE LA MISE EN DEMEURE, LA RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE EST PRONONCEE. CE DELAI D'UN MOIS PEUT ETRE PROLONGE OU RACCOURCI SI, AVANT L'EXPIRATION DUDIT DELAI, LE JUGE COMMISSAIRE A ACCORDE A L'ADMINISTRATEUR OU AU LIQUIDATEUR UNE PROLONGATION, OU LUI A IMPARTI UN DELAI PLUS COURT.*

*LA RESILIATION PREND EFFET A LA DATE DE DECISION DE L'ADMINISTRATEUR, DU LIQUIDATEUR OU DU TITULAIRE DE RENONCER A POURSUIVRE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE, OU A L'EXPIRATION DU DELAI D'UN MOIS CI-DESSUS. ELLE N'OUVRE DROIT, POUR LE TITULAIRE, A AUCUNE INDEMNITE.*

### **13.3 - APPROVISIONNEMENT AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

*EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT, LE TITULAIRE S'ENGAGE A INFORMER L'ETABLISSEMENT COORDONNATEUR ET L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS ADHERENTS DANS LES PLUS BREFS DELAIS.*

*EN CAS DE REFUS DE LIVRAISON, DE RETARD OU DE NON REMPLACEMENT DANS LES DELAIS ACCORDES D'UNE FOURNITURE, LES ETABLISSEMENTS SE FOURNIRONT LA OU ILS LE JUGERONT UTILE. EN CAS DE DIFFERENCE DE PRIX AU DETRIMENT DE L'ETABLISSEMENT, CELLE-CI SERA MISE DE PLEIN DROIT A LA CHARGE DU TITULAIRE.*

*ELLE SERA SOIT DEDUITE D'UNE PROCHAINE FACTURATION, DEMANDEE SOUS FORME D'AVOIR OU DE TITRE DE RECETTE EMIS PAR LES ETABLISSEMENTS.*

## **14 - Règlement des litiges et langues**

*EN CAS DE LITIGE, SEUL LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES EST COMPETENT EN LA MATIERE.*

*TOUS LES DOCUMENTS, INSCRIPTIONS SUR MATERIEL, CORRESPONDANCES, DEMANDES DE PAIEMENT OU MODES D'EMPLOI DOIVENT ETRE ENTIEREMENT REDIGES EN LANGUE FRANÇAISE OU ACCOMPAGNES D'UNE TRADUCTION EN FRANÇAIS, CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL PAR UN TRADUCTEUR ASSERMENTE.*

## 15- Clause de réexamen

*EN APPLICATION DES ARTICLES R.2194-1 ET R.2194-6 1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, LE MARCHE PUBLIC POURRA ETRE MODIFIE, APRES ACCORD DU CHU DE NANTES, LORSQUE LE TITULAIRE INITIAL CEDE SON MARCHE PUBLIC A UN TIERS A CONDITION QUE CETTE CESSION N'ENTRAINE PAS D'AUTRES MODIFICATIONS SUBSTANTIELLES ET NE SOIT PAS EFFECTUEE DANS LE BUT DE SOUSTRAIRE LE MARCHE PUBLIC AUX OBLIGATIONS DE PUBLICITE ET DE MISE EN CONCURRENCE.*

*LE NOUVEAU TITULAIRE DOIT REMPLIR LES CONDITIONS QUI AVAIENT ETE FIXEES PAR L'ACHETEUR POUR LA PARTICIPATION A LA PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC INITIAL. EN CAS D'ACCORD DU CHU DE NANTES, LA MODIFICATION SERA FORMALISEE PAR UN AVENANT OU PAR UNE DECISION DE MODIFICATION UNILATERALE. EN CAS DE DESACCORD DU CHU DE NANTES, LE MARCHE PUBLIC SERA RESILIE AUX TORTS DU TITULAIRE INITIAL.*

*EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.2194-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, LE MARCHE PUBLIC POURRA ETRE MODIFIE, A LA DEMANDE DU CHU DE NANTES EN TANT QU'ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT, LORSQUE L'INTEGRATION D'UNE OU PLUSIEURS PRESTATIONS D'UN OU DES MEMBRE(S) DU GHT 44 EST DEVENUE NECESSAIRE ET A CONDITION QUE CETTE MODIFICATION N'ENTRAINE PAS D'AUTRES MODIFICATIONS SUBSTANTIELLES.*

*EN CAS D'ACCORD DU TITULAIRE DU MARCHE PUBLIC, LA MODIFICATION SERA FORMALISEE PAR UN AVENANT OU PAR UNE DECISION DE MODIFICATION UNILATERALE DU MARCHE.*

## 16- Modification unilatérale du contrat

*LE POUVOIR ADJUDICATEUR SE RESERVE LE DROIT DE MODIFIER UNILATERALEMENT LE CONTRAT, SANS NOUVELLE PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE, EN APPLICATION DES ARTICLES L2194-1 ET 2194-2.*

## 17- Reporting

*AU TERME DE CHAQUE ANNEE CIVILE ET AU PLUS TARD LE 15 DU MOIS SUIVANT, LE TITULAIRE DEVRA FOURNIR UN RELEVÉ DES COMMANDES REALISEES PAR ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHE.*

*CE RELEVÉ COMPORTERA A MINIMA LES INFORMATIONS SUIVANTES : N° DE MARCHE, ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE, QUANTITE PAR REFERENCE, MONTANT FACTURE HT.*

*À LA DEMANDE DU CHU DE NANTES, LES INFORMATIONS DE CE REPORTING POURRONT ETRE COMPLETEES ET/OU MODIFIEES.*

*CE REPORTING DEVRA ETRE TRANSMIS SOUS FORMAT FICHIER EXCEL LIBRE.*

*TOUT RETARD DANS LA REMISE DE CES INFORMATIONS EXPOSERA LE TITULAIRE A UNE PENALITE CONFORMEMENT A L'ARTICLE 11.2.*

## 18 – Dérogations

- *L'ARTICLE 2 DU CCAP DEROGES A L'ARTICLE 4 DU CCAG - FOURNITURES COURANTES ET SERVICES*
- *L'ARTICLE 11.1 DU CCAP DEROGES AUX ARTICLES 14.1.1 ET 14.1.3 DU CCAG - FOURNITURES COURANTES ET SERVICES*
- *L'ARTICLE 13.1 DU CCAP DEROGES AUX ARTICLES 41 ET 42 DU CCAG - FOURNITURES COURANTES ET SERVICES*